Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 63 (2005)

Heft: 4: Les politiques de lutte contre la pauvreté à l'orée du XXI siècle

Vorwort: Introduction

Autor: Merrien, François Xavier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

INTRODUCTION

François Xavier Merrien
Professeur à l'Université de Lausanne
FrançoisXavier.Merrien@unil.ch

Ce dossier spécial est issu d'une journée internationale de réflexion engagée à l'initiative du DESS Globalisation et régulation sociale[1], à l'occasion de la publication du rapport Sachs pour les Nations Unies: «Investing in Development. A practical Plan to Achieve The Millenium Development Goals» (2005) et du rapport de la «commission Blair»: «Our Common Concern» (2005). La journée avait pour objectif de mener une réflexion sérieuse et collective entre spécialistes académiques et experts du développement des grandes organisations internationales sur les causes de pauvreté dans le monde -et plus particulièrement en Afrique- et d'évaluer la pertinence des solutions proposées pour sortir de cette situation dramatique.

Cette manifestation a été organisée avec la collaboration du PNUD, de la CNUCED, du BIT et de la DDC et a bénéficié de l'appui financier du programme tripartite IRIS et de celui de l'université de Lausanne.

Avec le recul, le début du XXIème siècle et l'année 2005 tout particulièrement apparaîtront peut-être comme le point de départ d'une décennie effective de lutte internationale contre la pauvreté.

Du fait de fortes divergences internationales le pari est loin dêtre gagné. Néanmoins, pour la première fois depuis bien longtemps, la communauté internationale semble abandonner la passivité qui était la sienne pour prendre la mesure des enjeux et s'engager dans des actions prioritaires. En septembre 2005, la Déclaration du Millénaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies rappelle solennellement la responsabilité collective des Nations et lui fixe des objectifs ambitieux pour 2015 en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie. En 2002, la rencontre de Monterrey fixe des objectifs d'augmentation de l'aide internationale. A l'été 2005, le G8 a pris une décision, attendue depuis longtemps, l'annulation de la dette multinationale de 40 milliards de dollars des 18 pays les plus pauvres, parmi lesquels 14 sont des pays d'Afrique. En septembre 2005 au siège des Nations Unies à New York enfin s'est tenu le sommet des chefs d'États et de gouvernements pour faire le point sur l'état du monde cinq ans après l'adoption de la Déclaration du Millénaire.

2005 surtout, a vu la publication de deux rapports appelés à faire date: le rapport du professeur Jeffrey Sachs pour les Nations Unies, «*Investing in Development. A practical Plan to Achieve The Millenium Development Goals*» (2005) et le rapport des experts de la

---

1 Le Dess globalisation et regulation sociale est un diplôme commun aux universités de Lausanne et Genève habilité par la CUSO (www.unil.ch/dess-grs).

«commission Blair»: «*Our Common Concern*» (2005) qui ne doivent pas éclipser le rapport Landau commandité par le Président de la République française.
Chacun sait aujourd'hui qu'il sera presque impossible d'atteindre les objectifs de réduction mondiale de la pauvreté dans les délais prévus. Dans ce contexte de pessimisme réaliste et de volontarisme mondial, ces rapports ont le grand mérite de mettre l'accent sur les problèmes sur lesquels il est urgent d'agir et de proposer des stratégies d'action.
Le risque pour les grands rapports internationaux est de ne connaître qu'un intérêt médiatique et de cesser d'être d'actualité sans qu'à aucun moment quiconque se soit penché sur leur pertinence conceptuelle ou pratique. C'est ce qui a conduit à organiser à l'université de Lausanne[2] une session conjointe réunissant experts académiques et experts des Nations unies pour tenter d'analyser ensemble les raisons de l'impasse actuelle et la validité des solutions préconisées par la communauté internationale.
Ce dossier vise donc à examiner de manière critique les analyses de la communauté internationale dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. C'est du point de vue de l'Afrique que se place Odile Sorgho-Moulinier pour mesurer les espoirs d'amélioration sur un Continent où près d'une personne sur deux survit avec moins de un dollar par jour. Si elle met l'accent sur les progrès incontestables accomplis depuis une décennie elle ne masque pas non plus les lacunes et les efforts que la communuaté internationale, mais surtout les pays africains eux-mêmes doivent accomplir pour sortir de l'ornière du sous-développement. Dans le prolongement de cette analyse, Georges Chapelier insiste sur la nécessité de renforcer la capacité des pays pauvres et plus encore des pays fragiles à absorber l'aide internationale, et à la transformer en investissements publics efficaces, faute de quoi la réduction de la dette et l'augmentation de l'aide publique internationale resteront sans effets ou ne produiront que des effets pervers (détournement de l'aide, corruption, gaspillages).
Charles Gore adopte un point de vue analytique distinct en s'attachant à comparer de manière systématique les propositions des deux grandes organisations phares dans le domaine de la lutte internationale contre la pauvreté: la Banque mondiale (*Global Monitoring Report 2005*) et les Nations unies (rapport Sachs, 2005). Ne se contentant pas de relever les forces et les faiblesses de ces deux rapports, Charles Gore montre que toute politique de lutte contre la pauvreté doit s'inscrire dans une stratégie d'expansion des capacités productives et de l'emploi et doit prendre en considération les spécificités propres des pays.
Jean-Pierre Cling et son équipe s'intéressent pour leur part à un débat majeur des vingt dernières années: le lien entre croissance et réduction de la pauvreté. De nombreuses publications ont soutenu la thèse que la croissance est «bonne pour les pauvres» ou encore que la «croissance suffit à réduire la pauvreté». L'étude de Cling et de son équipe mettent en cause des conclusions aussi sommaires et démontrent que la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté; elle en est une condition nécessaire mais qu'elle doit s'accompagner de la mise en oeuvre de politiques de réduction des inégalités présentes et potentielles. L'analyse est prolongée par Rolph von den Hoeven qui souligne combien les politiques de croissance seules sont un instrument assez restreint pour la réduction de la pauvreté. Les politiques

---

2 Le Comité scientifique d'organisation présidé par le Prof. Francois Xavier Merrien, de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, responsable du DESS «Globalisation et régulation sociale», était composé de Messieurs Antoine Kernen et Makita Kassongo de l'UNIL et de Monsieur Georges Chapelier, ancien haut fonctionnaire des Nations unies, consultant international, collaborateur du DESS.

de redistribution sont largement négligées dans la formulation des objectifs du millénaire des Nations Unies et les activités connexes. Pourtant, une intégration du souci distributif peut être la base d'un nouvel agenda politique ayant pour but d'améliorer simultanément la croissance et l'équité.

Les deux derniers articles du numéro s'intéressent pour leur part à l'évolution globale des politiques des politiques de lutte contre la pauvreté et à certains effets négligés de la mondialisation. L'article de Raphael Parchet est consacré pour sa part aux mutations des politiques sociales en Amérique latine. Sur ce continent, le passage de la période d'industrialisation par substitution des importations à la libéralisation s'accompagne d'une recul massif des programmes de sécurité sociale et à leur privatisation et à un accent nouveau porté sur les programmes ciblés visant les populations les plus pauvres au sein desquels les programmes à perspective conditionnelle prennent une importance de plus en plus grande.

Le dossier est complété par un article de Angèle Mendy qui met l'accent sur un effet pervers de la globalisation lorsque les écarts de revenus et de mode de vie entraîne un exode des professionnels de santé des pays pauvres vers les pays riches privant du même coup les pays pauvres des ressources humaines rares dont ils ont éminemment besoin pour faire face aux problèmes de santé considérables qui les affectent.